

Décision individuelle portant autorisation de tirs d'élimination de sangliers en dehors de la période d'ouverture de la chasse en cœur du Parc national des Cévennes

n°2025 - 0234

du 24/07/25

Le directeur de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du Code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 6,

Vu le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes, et les recommandations du conseil scientifique de l'établissement public en date du 6 juin 2018,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'établissement public du Parc national des Cévennes en date du 10 juillet 2024 n°20240094 réglementant la chasse au grand gibier dans le cœur du Parc national des Cévennes pour la campagne 2024-2025, et notamment son article 2,

Vu l'arrêté du 11 mars 2024 du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires portant nomination du directeur de l'établissement public du Parc national des Cévennes à compter du 1er avril 2024,

Vu la demande de M. Florian JOUVE, propriétaire et exploitant agricole dans le cœur du Parc national des Cévennes sur la commune de Mont-Lozère-et-Goulet (commune déléguée de Saint-Julien-du-Tournel), justifiant d'importants dégâts de sangliers et sollicitant la mise en œuvre de tirs d'élimination, en date du 21 juillet 2025,

Vu le constat réalisé par Baptiste ALGOËT, responsable du pôle Forêt-Chasse de l'établissement public du Parc national des Cévennes en date du 22 juillet 2025,

Vu l'avis favorable de Mme Line ROUSTAN, administratrice locale de l'Association cynégétique du Parc national des Cévennes, en date du 22 juillet 2025,

Considérant l'importance des dégâts commis par l'espèce sanglier sur les parcelles de l'exploitation,

Considérant que l'élimination par tir des animaux responsables des préjudices, peut contribuer à résorber les dégâts signalés et permettre les travaux de remise en état,

DÉCIDE

Article 1 :

MM. Gilles VERRET, Frédéric DIET, Joël BONNAL et Nicolas ROBERT, et Mme Line ROUSTAN, autorisés à chasser dans le cœur du Parc national des Cévennes et détenteurs d'un permis de chasser visé et validé au titre de la campagne 2025-2026, sont **autorisés à organiser des tirs d'élimination de sangliers en dehors de la période d'ouverture de la chasse selon les conditions définies à l'article 2.**

Article 2 :

- *Nature des opérations :* Tirs d'élimination de sangliers, mis en œuvre de manière strictement individuelle par les techniques d'approche et/ou d'affût
- *Localisation des opérations :* Lozère / commune : Mont-Lozère-et-Goulet (commune déléguée de Saint-Julien-du-Tournel) / lieu-dit : Les Sagnes / à proximité des parcelles exploitées par le pétitionnaire (parcelles cadastrales H-0338 et H-0341), dans le cœur du Parc national des Cévennes

L'autorisation visée à l'article 1 est assortie des prescriptions suivantes :

- les animaux abattus dans le cadre de la présente décision deviennent propriété du tireur ;
- le cas échéant, le tireur assure le traitement et/ou l'évacuation des animaux abattus selon les dispositions prévues par la réglementation en vigueur. Il est informé par la présente autorisation des risques liés à la trichine, pour toute ou partie de carcasse traitée en vue d'être cédée ou consommée ;
- en fin d'opération, le tireur adresse obligatoirement un compte-rendu détaillé au pôle Forêt-Chasse de l'établissement public du Parc national des Cévennes, selon le modèle annexé au présent arrêté.

Article 3 :

La présente décision prend effet à compter de sa signature et est valable pour une durée d'un mois.

Article 4 :

Les agents de l'établissement public du Parc national des Cévennes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le directeur de l'établissement public
du Parc national des Cévennes,


Vincent CLIGNIEZ
Pour le directeur de l'établissement
public du Parc national des Cévennes
Par délégation
Le directeur adjoint
Rémy CHEVENEMENT



La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Établissement public du Parc national des Cévennes
Service Développement durable
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

Diffusion :

- original :
 - EP PNC / SG (dossier n° 2025-3096)
 - Pétitionnaire
- copies :
 - DDT 48
 - OFB - SD 48
 - FDC 48
 - AC PNC
 - EP PNC / massif Mont Lozère



Parc national des Cévennes